

CONSEIL MUNICIPAL
PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 29 AVRIL 2010

Membres présents : 17/19

L'an deux mil dix, le vingt-neuf avril, 19 heures, salle de la mairie étaient réunis sous la présidence de M.Jean-Claude MANDRY, Maire: M.Claude THIRIET, M.Michel STOCKER, Mme Pascale STIRMEL, adjoints au maire, MM.Christian METZ, Richard LEGOLD, Mme Sabine SCHMITT, MM. Didier SCHAEFFER, Christophe SCHMITT, Michel METZ, Didier MEYER, Claude KOST, Dominique MAURER, Pierre METZ, Arnaud SCHALLER, Jean-Raymond HUART et Mme Véronique KAUFFER.

Absent excusé : M.Jean-Georges HATTERER

Absent non excusé : M.Michel METZ

Le Procès-verbal de la séance du 30 mars 2010 est adopté à l'unanimité.

Néanmoins, les remarques suivantes ont été faites :

*M.Claude THIRIET, Adjoint au Maire, précise qu'il n'a pas pu être présent lors du vote mais qu'à titre personnel il aurait préféré une légère augmentation des taux d'imposition (1 à 2%),

*M.Michel METZ, demande à participer en 2011 à la commission des finances pour sensibiliser les membres à l'évolution des bases d'imposition et notamment celle concernant la taxe foncière sur le non bâti,

*M.Christophe SCHMITT fait part que la phrase concernant le choix du maître d'œuvre du futur club-house prête à confusion.

Ayant pris bonne note de ces interventions, le maire passe à l'ordre du jour.

PLU

En présence de M.Baptiste KUGLER, Directeur du SCOT et de M.Samuel KLEIN, Chargé d'Etude à la DDE,

M.Didier SCHAEFFER, Président de la Commission PLU, expose brièvement les objectifs de ce nouveau document d'urbanisme et les différents documents (Rapport de présentation, PADD, Zonage, Règlement et Annexes) qui sont à établir.

Diaporama à l'appui, il présente d'une manière détaillée les différentes propositions de zonage arrêtées par les membres.

Par 16 voix pour et 1 abstention (M.Arnaud SCHALLER), le Conseil avalise ce document et demande une réflexion quant à la création des zones de sorties d'exploitation (2 ou 3) et à l'extension de la zone UX .

Ces deux suggestions seront soumises à la commission PLU qui se réunira le jeudi 06 mai, 18h, à la mairie.

A ce sujet, M.MANDRY, Maire, précise que les conseillers non membres qui souhaitent participer aux travaux seront les bienvenus.

.....

AMENAGEMENT WC PUBLICS

Après comparaison des deux offres, l'Assemblée retient la plus avantageuse.

La maîtrise d'œuvre des travaux d'aménagement des toilettes publiques de la place de la mairie comprenant la démolition des anciens locaux, la construction d'un nouvel ensemble et la pose des réseaux est donc confiée à M.Didier SCHAEFFER, auto-entrepreneur.

Le pourcentage des honoraires est fixé à 8% du projet estimé à 40.000,-€HT.

(16 voix pour, Abstention de M.Didier SCHAEFFER).

ACHAT TRACTEUR-TONDEUSE

Après avoir pris connaissance des différents devis,

Le Conseil,

décide l'achat du matériel précité auprès des Ets SCHALLER à raison de 26.500,-€ HT.

Le prix proposé mais également le service de proximité assuré par une entreprise locale ont été déterminants dans ce choix.

(16 voix pour, 1 abstention : M.Christophe SCHMITT).

INFORMATIONS-DIVERS

M.Jean-Claude MANDRY, Maire, invite le conseil à participer à la cérémonie du 08 mai au cours de laquelle deux anciens combattants (MM.Charles DILLENSEGER et Raymond WILLMANN seront honorés,

M.Michel STOCKER, Adjoint au maire, fait appel au sens de l'hospitalité des conseillers pour assurer l'hébergement des amis belges de Welkenraedt lors du 40 ème anniversaire du jumelage célébré le 31 juillet et le 01 août prochains,

M.Christophe SCHMITT demande des précisions suite à deux articles parus dans la presse locale. M.Jean-Claude MANDRY, Maire, lui précise que la vente des locaux de la Teinturerie Centre Alsace à Dambach-la-Ville n'est pas une compétence de la communauté de communes. Concernant le club-house, le projet est encore à l'étude et qu'à ce stade il n'y a pas encore de chiffrage définitif. La question essentielle étant « Quel est le coût résiduel pour la commune ? ».

M.Claude KOST, en tant que Vice-président de la Communauté de Communes explique à M.Christophe SCHMITT, que la hausse des impôts locaux (18%) de la CdC est nécessaire pour faire face aux dépenses de fonctionnement des deux salles de sport et des deux périscolaires ainsi qu'aux amortissements de s actifs. En aucun cas, elle ne fait partie d'une stratégie pour aligner les taux à ceux votés par la CdC de Barr et ainsi faciliter la fusion.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an comme ci-dessus.

